Décision 23-D-15 du 29 décembre 2023

relative à des pratiques dans le secteur de la fabrication et la vente de denrées alimentaires en contact avec des matériaux pouvant ou ayant pu contenir du bisphénol A

Posted on: 29 décembre 2023 Secteur(s):

AGRICULTURE / AGRO-ALIMENTAIRE

DISTRIBUTION

GRANDE CONSOMMATION

SANTÉ

Présentation de la décision

Résumé

Aux termes de la pre sente de cision, l'Autorite de la concurrence (ci-apre s « l'Autorite ») sanctionne plusieurs organismes professionnels (Fe de ration franc aise des Industries d'Aliments Conserve s (ci-apre s «FIAC»), l'Association des Entreprises de Produits Alimentaires Elabore s (ci-apre s « ADEPALE »), l'Association Nationale des Industries Alimentaires (ci-apre s « ANIA ») et le Syndicat National des Fabricants de Boi tes (ci-apre s « SNFBM ») pour avoir, selon des modalite s propres a chacun, participe a une infraction unique, complexe et continue visant a empe cher les industriels du secteur de la fabrication et de la vente des mate riaux (boi tes de conserves, canettes, etc.) destine s a e tre en contact avec des denre es alimentaires de communiquer sur l'absence de Bisphe nol A (ci-apre s « BPA ») dans leurs produits et, ainsi, de se faire concurrence sur ce parame tre. Plusieurs entreprises membres de ces organismes professionnels sont e galement sanctionne es.

Cette infraction, dont la dure e s'e tend sur plus de 4 ans, s'est de roule e dans le contexte de l'adoption de la loi n° 2012-1442 du 24 de cembre 2012 visant a suspendre l'utilisation du BPA dans tous les contenants alimentaires a compter du 1er janvier 2015 et dont l'application a entrai ne une pe riode de mise sur le marche simultane e de boi tes avec et sans BPA.

Deux griefs avaient e te notifie s par les services d'instruction. Le premier grief concernait une entente relative a la limitation de la communication sur l'absence de BPA, l'encadrement de la commercialisation et la re duction des dates limites d'utilisation optimale (de sormais de nomme es dates de durabilite minimale) des produits avec BPA. Le second grief concernait une entente visant a restreindre l'information sur les substituts au BPA employe s dans les mate riaux au contact avec les denre es alimentaires. Seul le premier grief, dont le champ a e te re duit, a e te retenu par l'Autorite.

Les pratiques des organismes professionnels

Les pratiques sanctionne es ont, d'abord, consiste en la mise en place, par la FIAC, puis par l'ADEPALE et l'ANIA, d'une communication a tous les acteurs du secteur, visant a les alerter sur la ne cessite de ne pas se faire concurrence sur la pre sence ou l'absence de BPA dans leurs conserves, puis a concevoir un argumentaire largement communique a tous les acteurs, a l'e tendre aux fabricants de boi tes, par l'action du SNFBM, et a tenter de rallier la grande distribution par l'interme diaire de la Fe de ration du Commerce et de la Distribution (ci-apre s « FCD »). Invoquant la conformite au droit de la consommation de la strate gie commune de cide e, les diffe rents organismes professionnels mis en cause ont, en outre, instaure une ve ritable surveillance des comportements de viants de l'entente en intervenant aupre s de plusieurs acteurs ayant fait le choix de communiquer sur l'absence de BPA dans leurs produits. Ces organismes ont, enfin, mis en œuvre des pratiques visant a refuser la livraison de boi tes sans BPA avant la date du 1er janvier 2015 et a refuser d'arre ter de commercialiser des conserves avec BPA apre s cette date, alors pourtant que la grande distribution formulait des demandes en ce sens.

L'Autorite conside re que, eu e gard a leur nature, a leur finalite et au contexte dans lequel elles s'inscrivaient, ces pratiques e taient, par leur objet me me,

anticoncurrentielles.

Les justifications alle gue es par les mises en cause, relatives au risque de de stabilisation de la filie re ou au risque d'infractions au code de la consommation, n'ont pas permis d'exone rer ces pratiques.

L'Autorite estime que cette pratique est tre s grave, car elle a prive les consommateurs de la faculte de choisir des produits sans BPA, a une e poque ou de tels produits e taient disponibles, alors que cette substance e tait, a l'e poque, conside re e comme dangereuse pour la sante.

L'analyse du dossier n'a, en revanche, pas permis d'e tablir, s'agissant du grief n° 1, l'existence d'une concertation visant a acce le rer la commercialisation des boi tes sans BPA de s 2013, dont l'objectif aurait e te d'e viter d'avoir a apposer un avertissement sanitaire sur les risques que pre sentait le BPA et a re duire les dates limites d'utilisation optimale des produits contenant du BPA. En outre, il n'est pas e tabli que les parties mises en cause auraient collectivement de cide de limiter l'information concernant la composition des vernis employe s en substitution de ceux contenant du BPA (grief n° 2). L'Autorite prononce donc un non-lieu a l'encontre d'une partie des pratiques relevant du premier grief et de l'inte gralite du second grief.

La participation individuelle de membres des organismes professionnels

Un certain nombre de remplisseurs et de fabricants de boi tes ont participe a titre individuel a la pratique syndicale. Il s'agit d'Andros, Bonduelle, Charles et Alice, Cofigeo, Conserves France, D'Aucy, General Mills, et Unilever (conserveurs) ainsi que Ardagh, Crown et Massilly (fournisseurs de boi tes).

La mise hors de cause de plusieurs organismes et entreprises

Apre s examen des e le ments figurant au dossier, il a e te constate, en application de l'article L. 462-7 du code de commerce aux termes duquel « [l]a prescription est acquise lorsqu'un de?lai de dix ans a? compter de la cessation de la pratique anticoncurrentielle s'est e?coule? sans que l'Autorite? de la concurrence ait statue? sur celle-ci », que les pratiques e taient prescrites pour plusieurs entreprises. L'Autorite met donc hors de cause, l'Alliance 7, Ball, Bel, Boissons

Rafrai chissantes de France, Brasseurs de France, Chancerelle, Danone, la Confe de ration des Industries de Traitement des Produits des Pe ches Maritime et de l'aquaculture (ci-apre s « la CITPPM »), Carlsberg, Coca-Cola, Coca-Cola European Partners (ci-apre s « CCEP »), la FEDALIM, La Fe de ration nationale des coope ratives laitie res (ci-apre s « la FNCL »), Fleury Michon, Gendreau, Mom, Nestle, PepsiCo, Suntory, Unijus et l'UPPIA.

L'Autorite met, en outre, hors de cause les distributeurs Carrefour, Leclerc, Les Mousquetaires et Syste me U, ainsi que leur fe de ration, la FCD, qui ont, au contraire, cherche a communiquer sur l'absence de BPA et a s'approvisionner en boi tes sans BPA avant le 1er janvier 2015 pour en faire profiter les consommateurs.

Par ailleurs, aucun e le ment du dossier n'e tablit que le Centre Technique de la Conservation des Produits Agricoles (CTCPA), e tablissement d'utilite publique qui exerce des missions de service public et dont le ro le est notamment de mener des recherches collectives, aurait joue un ro le de « facilitateur » des pratiques sanctionne es. L'Autorite le met donc e galement hors de cause.

La sanction de ces pratiques

S'e cartant du communique sanctions, compte tenu notamment de l'he te roge ne ite des entites mises en cause, l'Autorite a inflige les sanctions pe cuniaires suivantes:

ADEPALE: 482 400 euros

ANIA: 2 700 000 euros

FIAC: 138 000 euros

SNFBM: 374 000 euros

Ardagh: 1 689 000 euros

Crown: 4 200 000 euros

Massilly: 1513 000 euros

Andros: 1 000 euros

Bonduelle : 2 884 000 euros

Charles et Alice : 117 000 euros

Cofigeo: 566 000 euros

Conserves France : 130 000 euros

D'Aucy: 3 080 000 euros

General Mills: 298 000 euros

Unilever: 1 381 000 euros

Total: 19 553 400 euros

Informations sur la décision

Origine de la

saisine

Autosaisine

Dispositif(s)

Pratiques établies

Sanctions pécuniaires

Entreprise(s)

concernée(s)

ADEPALE, ANIA, FIAC, SNFBM, Ardagh,

Crown, Massilly, Andros, Bonduelle, Charles et Alice, Cofigeo, Conserves France, D'Aucy,

General Mills, Unilever

Lire

Le texte intégral 3.24 Mo

Le communiqué de presse